

LA GUERRE ISRAËLO-PALESTINIENNE

ENTRE RISQUES D'EXTENSION, SIMPLE SORTIE
DE CRISE ET VRAIES CHANCES DE PAIX

PAR

FRÉDÉRIC ENCEL (*)

La phase actuelle du conflit israélo-arabe, cette seconde *Intifada* si coûteuse en vies israéliennes et palestiniennes, est excessivement médiatisée, probablement davantage – en Occident et dans les Etats arabes du moins – que tout autre conflit ouvert ou larvé contemporain. De même, Conseil de sécurité et Assemblée générale des Nations Unies, chancelleries et ONG internationales sont abondamment sollicités sur la question. Pour autant, assiste-t-on à une véritable mobilisation diplomatique, économique voire militaire des grandes puissances pour s'interposer ou, davantage encore, tenter de régler définitivement le conflit ? Rien n'est moins sûr.

FAUSSE POUDRIÈRE ?

Et si cette confrontation israélo-palestinienne, en dépit des mises en garde des diplomates, journalistes et autres observateurs dans leur unanimité, n'était finalement pas la « poudrière » tant décrite ? Si elle n'inquiétait plus que les Ouest-Européens, Français, Allemands et Belges surtout, avec leurs minorités musulmanes sans cesse plus solidaires des Palestiniens ? Si Américains et Russes, Chinois et même Arabes y étaient devenus suffisamment indifférents pour laisser aux seuls belligérants le soin de régler leurs différends sans éprouver le besoin d'intervenir ? A y regarder de près, cette hypothèse jamais réellement formulée n'est pas stupide.

Pour ne remonter qu'aux deux dernières décennies, la première *Intifada*, déclenchée spontanément en décembre 1987 par la jeunesse palestinienne, ne fait écho à nul événement majeur survenu au Moyen-Orient. A cette date, la guerre Iran-Iraq se poursuit ; les régimes arabes en place ne connaissent pas de changement significatif ; Etats-Unis et Union soviétique ne rivalisent plus sur le théâtre proche-oriental depuis déjà plusieurs années. Ni cause, ni conséquence donc. Car cette révolte palestinienne sans précédent depuis 1936 ne provoque pas de bouleversement régional. Certes, la sympathie pour

(*) Maître de séminaires en Relations internationales à l'Institut d'études politiques de Rennes et à l'ENA.

la cause palestinienne est palpable dans la rue arabe, de Rabat à Bagdad, mais les manifestations de soutien y sont formellement interdites sauf sous strict contrôle gouvernemental, médiatique et policier. Par le truchement du dérivatif palestinien, les régimes arabes tendraient même plutôt à se renforcer et non à s'affaiblir face aux crises israélo-palestiniennes, contrairement à l'affirmation alarmiste si souvent émise. Quant au pouvoir égyptien du Président Hosni Moubarak, lequel maintient depuis l'assassinat de son prédécesseur Anouar el Sadate (1) une paix froide avec Israël, il ne rompt pas ses relations avec l'État hébreu. Les seules conséquences directes et durables de la première *Intifada* sont, du côté jordanien, l'abandon de souveraineté officielle du roi Hussein de Jordanie sur la Cisjordanie – décision qui plonge le statut de ce territoire dans un vide juridique complexe (2) – et, du côté israélien, une prise de conscience de la spécificité nationale palestinienne par rapport aux autres sociétés et nations arabo-musulmanes.

Il en va de même avec le déclenchement de la seconde *Intifada* (ou première guerre israélo-palestinienne) en septembre 2000 : celle-ci ne s'inscrit guère dans un contexte régional plus défavorable qu'à l'accoutumée et, là encore, les conséquences moyen-orientales de cette montée aux extrêmes sont très limitées. Certes, Egypte et Jordanie rappellent provisoirement leur ambassadeur respectif à Tel-Aviv (tandis que la Mauritanie, en paix depuis 1999 avec Israël, ne prend même pas cette peine), mais on en reste là. Contacts politiques et commerciaux se poursuivent, ouverts et intensifs avec Amman, plus discrets avec Le Caire et d'autres capitales pétro-monarchiques. Nul gouvernement du front du refus ne cherche à intervenir militairement pour soutenir la révolte palestinienne (pas même la Syrie, qui se contente d'instrumentaliser, encore qu'avec modération, le Hezbollah libanais pro-iranien) ; seule Riyad propose, dans le contexte des pressions américaines de l'après-11 septembre, un plan de paix incluant l'État juif (février 2002). Aucun régime arabe ne chute du fait d'émeutes en faveur des Palestiniens ; et il n'est pas jusqu'au partenariat stratégique israélo-turc qui ne se renforce. La seconde *Intifada*, pourtant plus radicale et meurtrière que la première, moins spontanée aussi, n'allume décidément pas la « poudrière » proche-orientale. Du reste, le bras de fer israélo-palestinien, pas davantage en 2003 qu'en 1990, n'empêchera Washington et ses alliés d'intervenir militairement et de manière massive contre l'Iraq.

Ce constat objectif étant établi, il convient de le pondérer quelque peu : si la paix et la guerre au Moyen-Orient se font le plus souvent par-delà la question palestinienne – et parfois à son détriment –, sa non-résolution peut irradier la région, à moyenne et longue échéance, de sa toxicité politico-reli-

(1) L'assassinat fut perpétré en 1981 par une branche extrémiste des Frères musulmans, mouvement islamiste radical fondé au Caire en 1927 par Hassan al-Banna.

(2) Discours officiel télédiffusé le 31 juillet 1988 depuis Amman. La Cisjordanie (*West Bank* dans la version anglaise des textes onusiens y afférant ou Judée-Samarie pour les Israéliens) n'appartenait en droit ni à Israël l'ayant conquise en 1967, ni à un État de Palestine n'ayant jamais existé.

gieuse. Déjà, la multiplication des attentats de type « kamikaze » à travers le monde, pratique remise au jour (et non inaugurée) par le Hamas palestinien en 1994, illustre un dangereux mimétisme opéré par Al Qaïda (3).

D'autre part, si les régimes arabes, tous autoritaires à ce jour, ont jusqu'à présent canalisé à leur profit les frustrations politiques et socio-économiques de leurs sociétés par le biais de la crise palestinienne, rien n'indique que leurs oppositions islamistes ne parviendront, à terme et en utilisant le même phénomène, à rallier suffisamment de suffrages et/ou d'officiers supérieurs pour leur ravir le pouvoir. Un tel risque semble de moins en moins théorique, par exemple, dans un pays comme l'Égypte.

Enfin, la pérennisation de l'*Intifada*, en plus de paupériser dans pans entiers des sociétés israélienne et palestinienne, réduit dramatiquement les investissements étrangers et la manne touristique dans toute la région : ainsi, en Occident, hommes d'affaires et surtout touristes boudent depuis fin 2000 des zones attractives telles que l'Égypte, la Jordanie, voire le Maghreb, par crainte d'une déstabilisation politique et d'attentats.

CONDITIONS POUR UNE SORTIE DE CRISE

Est-ce à dire que le conflit se nourrit de lui-même, tel un typhon, sans perspectives d'apaisement à court ou moyen terme ? Du moins doit-on indiquer que deux conditions prévalent à l'établissement d'une authentique sortie de crise : d'une part, une intervention américaine à la fois coercitive et prometteuse – autrement dit une politique de la carotte et du bâton, telle que la mena en 1991 George Bush père –; d'autre part, un changement profond de stratégie de la part des deux *leaders* antagonistes.

Une intervention américaine peu probable

S'agissant de l'intervention américaine, le pessimisme est de rigueur, et pas uniquement du fait de l'échéance électorale présidentielle. Car, outre sa méconnaissance profonde des tenants et aboutissants d'un conflit au demeurant extraordinairement complexe, deux raisons principales contribuent à expliquer le très faible engagement de George W. Bush dans l'imbroglio israélo-palestinien.

La première, pragmatique, tient à la crainte du Président américain de tomber dans le piège que rencontra son prédécesseur. Bill Clinton, avant même la signature des accords intérimaires d'Oslo en septembre 1993 et jusqu'à l'extrême fin de son second mandat en janvier 2001, avait consacré un

(3) Au XII^e siècle déjà, la secte fanatique des *Hashishin* avait eu massivement recours à ce type d'assassinats-suicides et, hors du Moyen-Orient, les « Tigres Tamouls » du Sri Lanka l'employèrent régulièrement dans les années 1990 contre leurs adversaires cinghalais. Il convient de noter qu'en 2003, l'organisation Amnesty international désignait les attentats-kamikazes perpétrés contre des civils, indépendamment de tout contexte politique, comme des crimes contre l'humanité.

temps, une énergie personnelle et politique, des budgets et, finalement, une crédibilité diplomatique sans précédent en vue du règlement du conflit israélo-palestinien ; or, le retour sur investissement fut au final désastreux : non seulement de traité de paix définitif il n'y eut point, mais encore une véritable guerre éclata entre Israël d'une part, les différentes factions palestiniennes – y compris l'OLP – d'autre part. Pour les adversaires comme pour les alliés des Etats-Unis au Moyen-Orient et au-delà, ce type d'échec pouvait faire conclure à la faible capacité américaine en matière de coercition et de soutien en vue d'un apaisement pourtant unanimement jugé primordial à l'époque. Bush Junior, « héritant » d'un état de guerre en janvier 2001, n'investirait politiquement que le strict minimum en prenant ainsi le minimum de risque. Messieurs Zinni, Mitchell et Powell se succéderaient bien sur le terrain entre les printemps 2001 et 2003, mais davantage en observateurs et honnêtes courtiers qu'en arbitres sévères disposant de véritables moyens (et volonté) de pression.

La seconde raison de l'apparente indifférence de l'Administration Bush Junior à l'endroit de la crise israélo-palestinienne réside dans un philo-sionisme de type largement mystique et religieux. Méthodiste fervent, lecteur assidu de la Bible et notamment du canon prophétique, le Président ultra-conservateur appartient à ce *main stream* des Eglises réformées (protestantes) américaines qui considère le peuple juif comme source de rédemption et annonciateur de la Parousie, autrement dit du retour de Jésus-Christ marquant l'avènement de la fin des temps et du Jugement dernier. A cet égard il convient d'être précis : cette représentation d'ordre spirituel ne constitue pas la constante des prises de décision politiques d'un Bush Junior au Moyen-Orient, mais seulement une variable importante ; la constante correspond au pragmatisme et à la recherche du meilleur intérêt pour les Etats-Unis, cette variable « peuple juif et Israël à défendre » orientant parfois la politique générale américaine dans cette région. Ainsi, un Ariel Sharon ne pourra pas se permettre de fuites en avant sans s'attirer les réprimandes de son allié politique et spirituel, comme on l'a vu avec le tracé de la barrière de sécurité (4) ; en revanche, le même Sharon, nationaliste ombrageux fortement inspiré par la geste juive antique (épopée du roi David, des révoltés juifs contre les princes hellénisés puis contre Rome, *etc.*), sera chaleureusement soutenu et invité à plusieurs reprises à Washington et dans le ranch personnel de Bush Jr au plus fort de la seconde *Intifada*, à l'inverse d'un Yasser Arafat régulièrement tancé et finalement tout à fait ostracisé.

Or, objectivement – même si les attentats terroristes meurtrissent profondément la société israélienne –, le rapport de force global demeure tout à fait favorable à Israël dans les domaines militaire, politique et économique

(4) En octobre 2003, George W. Bush s'est formellement opposé à la bifurcation du tracé de cette clôture à l'Est cisjordanien, tracé décidé initialement par Ariel Sharon dans l'objectif de maintenir la vallée du Jourdain sous exclusive possession israélienne.

où s'exercent directement ou indirectement la confrontation qui prévaut depuis septembre 2000. Dans ce contexte, ne pas arbitrer ou s'interposer équivaut pour le Président américain à soutenir *de facto* l'Etat hébreu.

Sharon / Arafat : le bras de fer de deux optimistes

L'autre condition *sine qua non* à toute sortie de crise serait le changement radical de stratégie d'au moins l'un des deux *leaders* des camps opposés. Las, depuis janvier 2001, cette perspective semble plus éloignée encore que celle d'une intervention américaine déterminée. Yasser Arafat et Ariel Sharon sont respectivement convaincus que le temps joue pour eux.

Le premier a laissé délibérément éclater la seconde *Intifada* – préparée depuis le retrait israélien unilatéral de la zone de sécurité du Sud-Liban en mai 2000, retrait dont l'exemplarité devait servir aux Palestiniens dans leur détermination à combattre – et a encouragé sa militarisation à outrance, en dépit des appels constants de ses principaux conseillers (dont les premiers ministres Abou Mazen et Abou Alaa) au cessez-le-feu. Pour le rais, la forte médiatisation de l'*Intifada*, le nombre considérable des pertes palestiniennes (plus de deux mille cinq cents en trois ans de violences), l'union sacrée au sein des forces palestiniennes (y compris avec les islamistes du Hamas pour certains attentats), la crise économique subie par Israël conséquemment à la confrontation..., tout doit aboutir à l'affaiblissement de la position israélienne et à la détermination de ses citoyens.

En décembre 2003, le bilan provisoire de cette stratégie d'usure et d'attrition relève de l'échec cuisant. D'abord, les électeurs israéliens, en février 2001 et janvier 2002, ont porté massivement au pouvoir le nationaliste Sharon en accordant aux formations de gauche et pacifistes des scores humiliants. La politique et les discours d'Arafat au cours des deux campagnes électorales israéliennes a alors consisté à jouer la politique du pire; il s'agissait pour un Sharon universellement honni de subir d'insoutenables pressions internationales... Ensuite, contrairement aux attentes du *leader* historique de l'OLP, les couches aisées et instruites de la société tel-avivienne ne sont pas parties à l'étranger et, au contraire, le nombre des nouveaux immigrants russes, ukrainiens argentins et même français s'est maintenu à un niveau relativement élevé, voire accru dans certains cas. Quant aux implantations, c'est à croire que leur positionnement géographique au cœur de la tourmente a accentué leur attrait : entre décembre 2000 et décembre 2003, entre vingt-sept mille et vingt-neuf mille personnes supplémentaires – des sionistes religieux pour l'essentiel – sont venues y résider durablement (5).

(5) Le fait que ces nouveaux venus soient très majoritairement des tenants du sionisme religieux et non de jeunes couples laïcs traduit bien cette réalité négligée par nombre d'observateurs : les implantations suscitent une attirance plus idéologique (précepte territorial d'*Eretz Israel*, la terre biblique d'Israël) que matérielle (subventions gouvernementales).

Enfin et surtout, le Président de l'Autorité palestinienne s'est lourdement fourvoyé en misant sur les pressions : certes, le gouvernement israélien charrie une image calamiteuse dans les opinions publiques occidentales, mais les divisions au sein de l'Union européenne (en l'espèce, souvent Paris et Bruxelles face à Londres et Berlin), l'impuissance et les rivalités internes de la Ligue arabe (criantes lors de la crise iraquienne), l'indifférence de la Russie (préoccupations internes et partenariat avec Washington), le pragmatisme mercantile de la Chine et de l'Inde (juteux contrats commerciaux avec Israël en 2002 et 2003), et, *last but not least*, la sacro-sainte lutte antiterroriste proclamée après le 11 septembre 2001 *urbi et orbi* sont autant de postures qui ont privé le camp palestinien d'authentiques soutiens extérieurs.

En boudant les offres du travailliste Barak et du démocrate Clinton au sommet de Camp David II en juillet 2000, dans l'espoir d'obtenir davantage de concessions par l'épreuve de force, Arafat, alors choyé par les chancelleries, a pris l'écrasante responsabilité de se retrouver presque seul face au nationaliste Sharon et au conservateur pro-Likoud Bush Jr. Cette évaluation erronée des rapports de force lui vaudra vraisemblablement de ne jamais voir la création de l'Etat pour lequel il lutte au sein de l'OLP depuis 1964.

De son côté, Ariel Sharon a fait le pari similaire de l'usure de l'adversaire. Sa stratégie s'incarne dans le *statu quo*. Le maintenir, mois après mois, c'est se donner le temps d'établir des faits accomplis sans coups d'éclat politiquement trop dommageables : renforcement démographique régulier mais sans publicité des implantations ; tracé de la « barrière de sécurité » mordant de quelques kilomètres – parfois de quelques centaines de mètres seulement – sur la Cisjordanie ; refus de toute négociation avec Yasser Arafat et confinement durable de celui-ci dans son QG de Ramallah, *etc.* Cependant, comme pour son ennemi de toujours, la stratégie de Sharon a d'ores et déjà connu ses limites.

En premier lieu, la sécurité promise n'a jamais été atteinte, en dépit de coups très durs portés aux réseaux terroristes du Hamas et du Djihad islamique ainsi qu'aux forces armées de l'OLP : en trois années de présence au pouvoir, le général le plus prestigieux de la guerre du Yom Kippour a déjà dû déplorer l'assassinat de plus de neuf cents Israéliens (en décembre 2003). Jamais les actes de terreur n'avaient atteint un tel rythme et un caractère aussi meurtrier.

En deuxième lieu, l'érection de la « clôture de sécurité », pour offrir d'authentiques perspectives sécuritaires face aux attentats-suicides à l'explosif (6), marque politiquement un constat d'échec : la grande majorité des implantations se retrouve en effet derrière la nouvelle ligne, soit en zone

(6) Depuis 1994, une telle clôture électronique entoure la bande de Gaza, avec une efficacité de 100 % contre les attentats-suicides. En revanche, elle n'arrête évidemment pas les tirs de mortier.

palestinienne. C'est ainsi, paradoxalement, un Premier ministre nationaliste qui applique l'idée travailliste (7) de séparer physiquement le territoire israélien *stricto sensu* de son *hinterland* biblique ! Dans la logique du pragmatique Sharon, mieux vaut se donner toutes les chances de conserver quelques blocs d'implantations (très peuplées il est vrai) par ce fait accompli que risquer de les perdre toutes plus tard par manque de détermination.

La troisième limite à la stratégie de Sharon consiste en Arafat lui-même. Il est incontestable que le Premier ministre israélien a remporté une victoire diplomatique considérable en parvenant à isoler le raïs pratiquement sans coup férir, du moins sans subir de rétorsions de la part des partenaires commerciaux européens ou américains. Pourtant, n'est-ce pas là un succès symbolique et éphémère ? Privé de mouvements (mais pas de visites ni de communications), le vieil ennemi demeure le seul à disposer des moyens financiers et, donc, politico-militaires, susceptibles d'influer profondément sur le cours des événements dans les territoires palestiniens. La preuve en fut donnée durant l'été et l'automne 2003 avec les épisodes Abou Mazen (alias Mahmoud Abbas) et Abou Alaa (alias Ahmed Qorei) : ces premiers ministres « fusibles » imposés par les Israéliens et les Américains furent empêchés par Arafat de développer une politique de force avec le Hamas et d'entamer de sérieux pourparlers avec le gouvernement israélien. Le chef palestinien vivant, peu importe au fond « à quelle sauce » le mange Sharon : il incarne une manière de quadrature du cercle.

LA FEUILLE DE ROUTE : UN ECHEC PORTEUR D'ESPOIRS

Le 4 juin 2003, fort de son récent succès militaire en Iraq, le Président américain préside à Amman une déclaration commune des deux Premiers ministres en exercice d'Israël et de l'Autorité palestinienne. La Feuille de route (*Road map*), d'inspiration américaine mais dont l'initiative revient officiellement aux Etats-Unis, à la Russie, à l'Union européenne et aux Nations Unies, ne présente rien de très novateur par rapport aux plans précédents, d'Oslo à Camp David II : sur la forme, on convient d'un calendrier par étapes, en commençant par ce qui fâche le moins, les deux parties s'engageant à avancer simultanément ; sur le fond, on prévoit, à horizon 2005, de parvenir à la création d'un Etat palestinien souverain aux côtés de l'Etat d'Israël jouissant de frontières sûres et reconnues. Cependant, dès les premières semaines suivant le lancement solennel du plan, il apparaît que des interprétations divergentes se font jour entre Israéliens et Palestiniens et, surtout, que le cycle attentats-représailles redouble d'intensité.

(7) L'idée de la séparation unilatérale appartenait jusqu'alors à des hommes de gauche tels Ramon ou Barak, qui n'avaient jamais osé la mettre en pratique.

Du reste, six mois après le sommet d'Amman, la Feuille de route sera à peu près au point mort, médiatiquement dépassée par l'« Initiative de Genève » (8). Les esprits chagrins ont vite conclu à l'inanité originelle d'un tel accord ou à la mauvaise volonté atavique d'un ou des deux représentants des parties signataires. En revanche, rares sont les observateurs à avoir noté à quel point cette initiative avait entraîné, sous la pression américaine notamment, des prises de position courageuses et pleines de pragmatisme de la part de Sharon et d'Abou Mazen. Le premier reconnu, dans la foulée de la Feuille de route, l'« *occupation* » (« *kibboush* », en hébreu) israélienne des villes palestiniennes, terme précis et lourd de sens que les travaillistes Rabin, Pérès et Barak n'avaient jamais osé employer, ajoutant qu'un authentique Etat palestinien devait à terme voir le jour. Dans la bouche de Sharon, ces propos stupéfièrent nombre d'Israéliens et faillirent causer la chute de son gouvernement par le départ des formations ultra-nationalistes. Le second contractant, Abou Mazen, appela solennellement les Palestiniens – cette fois en arabe et non plus en anglais, langue inaccessible à l'immense majorité des Palestiniens et employée sciemment par Arafat depuis trente-neuf ans à chaque déclaration à l'adresse des Occidentaux – à un cessez-le-feu total, incluant colons et militaires de Tsahal (9). En pleine *Intifada* et face à un interlocuteur aussi détesté par les Palestiniens que Sharon, le geste ne manquait ni de panache ni de courage physique et politique.

Ces morceaux de pragmatisme passèrent hélas presque inaperçus, tant le déferlement de violence submergea les rues israéliennes et palestiniennes au cours de l'été 2003. Du reste, poussé à démissionner par un raïs refusant le partage de ses richesses accumulées, des prérogatives et de l'aura à la tête de l'Autorité palestinienne, Abou Mazen fut remplacé par Abou Alaa, chef du Parlement palestinien. A l'heure où s'écrivent ces lignes, ce personnage modéré et réfléchi se trouve déjà au bord de la démission, pris entre Charibde-Arafat et Sylla-Sharon.

LES LINÉAMENTS D'UN RÈGLEMENT PRAQMATIQUE

Du sommet de Camp David II (juillet 2000) à l'« Initiative de Genève » (décembre 2003) en passant par les pourparlers de Taba (janvier 2001), un certain nombre de grandes lignes devenues des dénominateurs communs semblent désormais dessiner le cadre dans lequel devrait s'inscrire, à terme, un accord de paix définitif, sauf à envisager un conflit cataclysmique régio-

(8) Le 1^{er} décembre 2003 est signé à Genève un document conjoint établissant dans les moindres détails les conditions d'un plan de paix définitif entre Israël et l'Etat de Palestine à naître. On retrouve, du côté israélien, des architectes des Accords d'Oslo tels que Yossi Beilin, et, du côté palestinien, des personnalités modérées comme Yasser Abed Rabbo. Le document, n'ayant aucune valeur officielle puisque émanant de personnalités politiques non mandatées par un gouvernement reconnu, reprend pour l'essentiel les propositions faites à Taba en janvier 2001.

(9) Nom de l'armée israélienne.

nal qui provoquerait des déplacements forcés de populations et repousserait durablement toute solution négociée.

La frontière entre Israël et la Palestine correspondrait à celle de 1949 en moins des modifications mineures dans l'absolu – quelques centaines de kilomètres carrés – mais majeures pour Israël d'un point de vue identitaire (zones situées au cœur d'*Eretz Israel*), stratégique (axes hydriques ou topographiques jugés primordiaux), et/ou démographiques (implantations les plus peuplées). Le dédommagement palestinien prendrait la forme d'un gain de zones utiles (habitables et cultivables) en Israël même, strictement équivalent en surface aux terres annexées par l'État hébreu, et, surtout, de l'obtention de la matière politique précieuse incarnée par la souveraineté nationale. Par ailleurs, aucune implantation ne résiderait plus en Cisjordanie ou à Gaza. La partie orientale de Jérusalem serait administrativement divisée, les quartiers arabes passant sous souveraineté palestinienne, les quartiers juifs demeurant sous souveraineté israélienne. Dans tous les cas, aucun habitant de la cité ne serait contraint à l'exil. Enfin, les Palestiniens renonceraient solennellement et définitivement à tout droit au retour pour les réfugiés de 1948 sur le territoire national israélien. En revanche, des réfugiés ou leurs descendants pourraient accéder au territoire national palestinien nouvellement souverain, soit en Cisjordanie et à Gaza.

L'esprit du droit international serait ainsi respecté, mais sa lettre corrigée par le pragmatisme et une prise en compte des sempiternels rapports de force.

De part et d'autre de la frontière traditionnelle consacrant un fossé de représentations identitaires abyssal, on ne se parlerait probablement pas pendant un certain laps de temps. Marquée au sol, cette frontière serait, durant quelques années au moins, fermée hermétiquement, armée, bétonnée, laide. Elle matérialiserait une paix froide, ce type de paix honteuse qu'on montre du doigt dans les cercles progressistes, mais qui parfois préserve infiniment plus de vies humaines – à l'image de la paix « glaciale » israélo-égyptienne – que les dévastatrices utopies euphoriques façon Oslo. La « guimauve adolescente » des années 1990 avait masqué les contentieux, noyé la question cruciale des frontières, porté artificiellement l'inconséquente comparaison avec le modèle franco-allemand (10); une paix pragmatique et « froide » rappellerait quant à elle que, selon la formule consacrée, de mauvaises paix valent mieux que de bonnes guerres...

(10) L'expression est d'Alexandre ADLER, « Israël-Palestine : les chemins d'une autre paix », *Le Monde*, 9 novembre 2001. A l'heure actuelle, absolument aucun des sept critères fondamentaux qui permirent la paix franco-allemande d'après 1945 n'existent entre Israéliens et Palestiniens : écrasement politique et militaire total d'une des deux nations; volonté coercitive d'une superpuissance (Etats-Unis); menace commune d'une autre superpuissance (URSS); religion similaire et fonctionnement laïcisé; non-interpénétration de populations; absence de références religieuses à la sacralité d'un territoire disputé; reconnaissance pour l'autre nation du droit de se représenter comme telle...